

[www.objectifbio.org](http://www.objectifbio.org)

### La planète entière pourrait-elle manger bio?

Un des arguments les plus utilisés par ceux qui prônent une agriculture intensive est celui d'un **rendement** insuffisant pour nourrir toute la planète.

Dans un contexte européen de surproduction, toujours encouragée par la PAC malgré un début de réforme, la question de la productivité est hors de propos. Chacun sait que les secteurs en crise suite à une surproduction cherchent une solution en privilégiant naturellement la qualité.

Dans un contexte mondial, elle devient évidemment pertinente, mais il faut garder à l'esprit que la question de la faim dans le monde est la plupart du temps consécutive à des déficits locaux, couplés à des difficultés techniques d'acheminement, à des obstacles politiques à la distribution, enfin au retard ou à l'inadéquation de l'aide.

Par ailleurs, [Jean-Marc Jancovici a réalisé une étude](#) démontrant que le bio pourrait nourrir toute la planète si les occidentaux diminuaient leur consommation de viande.

Cette forte consommation de protéines d'origine animale est une des origines du déséquilibre alimentaire des pays du Sud, qui exportent leurs productions végétales pour alimenter le bétail des pays développés, alors que la population locale est souvent sous-alimentée. Produire un kilo de protéine animale demande en moyenne CINQ à SEPT fois plus de surface agricole que produire un kilo de protéine végétale (et dégage 50 à 100 fois plus de dégagement de gaz à effet de serre).

Cette question pose plus largement celui du modèle agricole imposé par la mondialisation, à savoir la monoculture d'exportation à grande échelle. Elle se fait au détriment des cultures maraîchères locales. Or, selon la FAO elle même, la petite agriculture familiale est plus productive que l'agriculture intensive à grande échelle :

« Dans les pays en développement, des systèmes biologiques bien conçus peuvent donner de meilleurs rendements, bénéfiques et retours sur main d'œuvre que les systèmes traditionnels. A Madagascar, des centaines d'agriculteurs ont découvert qu'ils pouvaient quadrupler leurs rendements de riz, pour atteindre jusqu'à 8 t/ha, en ayant recours à des pratiques de gestion biologique améliorées. Aux Philippines, on a enregistré des rendements de riz biologique supérieurs à 6 t/ha. »

*Rapport abrégé « Agriculture Mondiale 2015/2030 », Département Economique et Social de la FAO*

De nombreux scientifiques confirment cette position. On lira par exemple l'article de Vandana Shiva, agronome indienne, dans *l'Ecologiste* de juin 2002, ou encore l'article de Claude Aubert, "Comment généraliser l'agriculture biologique", dans *l'Ecologiste* de juin 2003 : «on avance souvent l'idée que l'agriculture biologique n'aurait pas un rendement suffisamment élevé pour être généralisée. Il n'en est rien ... »).



La Révolution Verte, vantée pour ses résultats miraculeux, a elle même fait l'objet de critiques avec le recul (dépendance aux intrants, caractère énergivore et pétro-dépendant, utilisation d'un faible nombre de variétés peu résistantes, destruction de la synergie traditionnelle élevage / culture, perte des savoirs ancestraux, et surtout non durabilité : les techniques véhiculées ne maintiennent pas indéfiniment le surcroît de rendement, du fait de la modification des sols, par exemple de la salinisation due à une irrigation excessive).

## La bio est-elle un retour en arrière ou un bond vers le futur?

On entend souvent dire que l'agriculture bio est un retour à l'agriculture du Moyen Age. Mais en réalité la bio est à la pointe de la recherche. Les outils utilisés sont très sophistiqués et les exemples d'innovation ne manquent pas : nombre d'ouvrages et d'articles scientifiques les décrivent, des techniques de binage aux techniques de semis direct sous couvert végétal, en passant par la lutte biologique et l'alternance de cultures, dans le temps comme dans l'espace. Les techniques utilisées par les paysans bio ont fait leurs preuves, d'ailleurs elles inspirent de plus en plus les pratiques des agriculteurs conventionnels...

Certains agronomes récusent l'épithète « conventionnelle » appliquée à l'agriculture chimique, car ils considèrent qu'elle ne bénéficie d'aucun consensus social faisant suite à un débat, ni d'un quelconque recul historique permettant une vision sur le long terme (elle s'est généralisée il y a 4 ou 5 décennies tout au plus). Ils la qualifient alors de « chimique » ou de « productiviste ». Ce qui apparaît clairement, c'est son coût social : diffusion de molécules toxiques dans l'eau, l'alimentation et l'air, aliénation du monde rural, uniformisation des semences et réduction de la biodiversité. Face à ces risques majeurs, le droit d'inventaire devient œuvre de salubrité publique.

## Qui me prouve que la bio est meilleure pour la santé?

La complexité méthodologique, les questions d'éthique, la durée et le coût des études susceptibles d'apporter ces preuves les rendraient difficilement réalisables en pratique, d'autant que l'épidémiologie et la toxicologie restent des parents pauvres de la recherche en France. Les scientifiques se réfèrent donc à des faisceaux de présomptions.

Luc Montagnier, découvreur du virus du Sida, insiste sur le grand intérêt des anti-oxydants, présents en abondance dans les fruits et légumes bio, à l'heure où l'incidence du cancer prend une allure épidémique, en particulier en France.

Le Pr. Belpomme, cancérologue et président de l'ARTAC, recommande la consommation de produits bio du fait que l'agriculture non bio, c'est-à-dire l'agriculture chimique, utilise des produits phytosanitaires de synthèse, dont plusieurs sont classés comme cancérigènes certains ou probables, et d'autres comme perturbateurs endocriniens ou comme neurotoxiques par l'Union Européenne et/ou par des agences nationales et internationales [1]

Le professeur Jean-Michel LECERF, nutritionniste à l'Institut Pasteur de Lille, insiste dans ses articles et ouvrages sur l'intérêt de l'alimentation bio pour préserver la santé humaine, pour deux raisons : à travers les micro nutriments apportés, et les teneurs très significativement inférieures en résidus polluants dans les produits bio [2] [4].

De surcroît, il est certain que la généralisation de l'agriculture bio serait excellente pour la santé de l'environnement, à l'heure où l'IFEN confirme que plus de 60% des nappes phréatiques et de 90% des rivières françaises sont polluées par résidus de pesticides [3].



Il est important de voir que l'essentiel de la menace sanitaire liée à l'alimentation, n'est plus aujourd'hui d'ordre microbiologique, mais bien toxicologique. Or cet aspect est plus complexe à mettre en évidence. Pourtant, la toxicologie, tout comme l'épidémiologie, sont des branches du savoir médical curieusement délaissées en France – peut-être révéleraient-elles des vérités gênantes, comme le suppose Geneviève Barbier dans son ouvrage « la société cancérogène » ?

## **Il n'y a aucune garantie que le produit que j'achète est vraiment bio**

En ce qui concerne le label AB, tous les organismes certificateurs, qui sont nécessairement des organismes indépendants, dûment accrédités (selon la norme EN45011) et agréés, restent parfaitement conscients que le sérieux des contrôles conditionne la crédibilité d'une filière : les producteurs bio sont eux-même demandeurs d'un tel sérieux. La norme EN45011 exige indépendance, compétence et impartialité de la part de l'organisme certificateur.

Tous les produits bio d'importation bénéficient d'une autorisation de commercialisation délivrée par le ministère de l'agriculture au regard d'un dossier d'équivalence par rapport au règlement européen.

L'utilisation frauduleuse de l'appellation « biologique » est sévèrement réprimée par le DGCCRF (« répression des fraudes »). Les fraudes sont rares et rapidement dénoncées. Visites inopinées, traçabilité, analyses (recherche de pesticides, d'OGM, de radioactivité), exigence d'actions correctives sous peine de sanction, sont intégrées au processus de certification. Le magazine « Que choisir » en saluait le résultat récemment, dans un article intitulé « Un sans faute pour la bio » [4].

Il en va de même pour les cahiers des charges privés (Nature et Progrès, Demeter), parfois plus rigoureux que les cahiers des charges publics français ou européen, que le contrôle soit effectué par un OC ou par un système interne de surveillance réciproque.

## **La bio, c'est pour les riches**

L'impact du surcoût sur un budget alimentation familial peut être amorti en privilégiant l'achat en vrac dans les coopératives bio, et en privilégiant une alimentation moins riche en protéines animales.

Ceci dit, le kilo de pain bio est vendu autour de 3,5 €, ce qui s'avère plutôt moins cher que le pain spécial de votre boulanger, pour une qualité nutritionnelle et une durée de conservation clairement supérieures.

En intégrant les coûts de dépollution les problématiques de santé publique induits par l'agriculture chimique, le bio revient de fait nettement moins cher à la société.

Il est intéressant de réfléchir aux conséquences individuelles et sociales de cette course au « moins cher », à l'heure où la proportion de la part « alimentation » dans le budget des ménages n'a jamais été aussi faible.



## Les aliments bio, non traités, sont plus enclins à développer des mycotoxines

Cette rumeur constitue une non vérité scientifique, et contredit en particulier le rapport 290703 de l'AFSSA relatif à l'agriculture biologique. (<http://www.afssa.fr/ftp/afssa/basedoc/rapportagribio290703.pdf>).

Les traitements par fongicides ne constituent nullement une garantie contre l'apparition de mycotoxines lors d'un stockage de céréales; on sait quelles matières actives n'ont aucun effet protecteur, et on en connaît même qui ont un effet plutôt favorable à l'apparition de mycotoxines ! La patuline des pommes à laquelle il est souvent fait référence, est susceptible d'apparaître sur n'importe quelle pomme en début de pourrissement, indépendamment de son mode de production – biologique ou chimique.

## Les risques de contamination par les métaux lourds des produits bio sont équivalents

Ceci ne correspond pas à la réalité statistique des études comparatives bio/non bio, d'autant que l'attribution du label bio impose une période préalable de conversion des terres de 3 ans minimum, et interdit l'épandage de boues de station d'épuration.

La visite avant la conversion en bio écarte les sols pollués ou risquant de l'être (bord d'autoroutes, friches industrielles...).

Le rapport 290703 de l'AFSSA (<http://www.afssa.fr/ftp/afssa/basedoc/rapportagribio290703.pdf>) confirme ce point de vue, même s'il conclut que les études disponibles ne permettent pas encore de trancher de façon officielle.

[1] Pr. Dominique Belpomme : « Ces maladies créées par l'Homme », Ed. Albin Michel. Et aussi : François Veillerette, « Pesticides, le piège se referme », Ed Terre Vivante.

[2] Lecerf, J.M., "Biological Agriculture: Interest for Human Nutrition/L'Agriculture Biologique intérêt en nutrition humaine?," *Cahiers de nutrition et de diététique* 30, no. 6: pp. 349-357 (1995).  
Lecerf, J.M., M.L. Miller, E. Joliet, and G. Rocquelin, "Vitamin and Mineral Contents of Carrot and Celeriac Grown Under Mineral or Organic Fertilization," *Biological Agriculture and Horticulture* 7, no. 4: pp. 339-348 (1991).

Lecerf JM. « La nutrition », Ed Privat.

[3] Source : Institut Français de l'Environnement, « Etudes et Travaux », n°37, 2003

[4] « Que Choisir » N° 424, mars 2005

